

Location gérance et transfert des contrats de travail



© 2024 Les Echos Publishing

Dans une affaire récente, la société locataire-gérante d'un fonds de commerce avait été placée en liquidation judiciaire. Le liquidateur judiciaire avait alors notifié au propriétaire du fonds l'impossibilité de poursuivre le contrat de location-gérance.

Le propriétaire du fonds avait refusé de payer aux salariés du locataire-gérant les salaires compris entre cette notification et sa reprise effective de l'exploitation du fonds de commerce plus d'un mois et demi après. Ces derniers avaient alors saisi la justice pour obtenir le paiement de ces salaires.

La Cour de cassation a fait droit à cette demande. En effet, sauf ruine du fonds, la résiliation d'un contrat de location-gérance par le liquidateur judiciaire entraîne le retour du fonds de commerce dans le patrimoine de son propriétaire. Un retour qui s'accompagne du transfert des contrats de travail des salariés du locataire-gérant. Le propriétaire du fonds doit donc, à compter de cette date, assumer toutes les obligations liées à ces contrats, et notamment, le paiement des salaires.

Dès lors, le propriétaire du fonds de commerce devait verser les rémunérations aux ex-salariés du locataire-gérant à compter de la date de notification par le liquidateur judiciaire de l'impossibilité de poursuivre le contrat de

location-gérance. Il ne pouvait repousser ce paiement à la date à laquelle il avait pu reprendre effectivement l'exploitation de ce fonds.

[Cassation sociale, 3 avril 2024, n° 22-10261](#)

© 2024 Les Echos Publishing